

Contrôleur de gestion

RNCP34310 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	314r
Formacode(s)	32652, 31641
Code(s) ROME	M1202, M1206, M1201, M1205, M1204
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	18/11/2019
Date d'échéance	18/11/2022

Certificateur(s)

ECOLE SUPERIEURE DE VENTE ET DE MANAGEMENT - CCI PARIS ILE-DE-FRANCE EDUCATION · SIRET : 88930797100024

Partenaires habilités

6 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 6 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE MARTINIQUE	189720022 00012	Former et organiser l'évaluation
CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, D'AGRICULTURE ET DES METIERS DE POINTE NOIRE (République du Congo)	—	Former et organiser l'évaluation
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	189742117 00014	Former et organiser l'évaluation
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE COTE-D'OR DIJON METROPOLE	130013105 00015	Former et organiser l'évaluation
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION DES ILES DE GUADELOUPE	130014087 00014	Former et organiser l'évaluation
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE ILLE-ET-VILAINE	130022809 00011	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le contrôleur de gestion a pour mission de gérer et analyser les données financières et économiques de l'ensemble de l'activité de l'entreprise afin d'en faciliter le pilotage opérationnel par le management.

Il appréhende à la fois les dimensions financières et opérationnelles de l'organisation en vue d'orienter et d'accompagner les opérationnels dans leurs prises de décisions en s'assurant qu'elles soient connectées aux réalités de l'entreprise.

En véritable Business Partner, il contribue à la prise de décision, à l'analyse des données de gestion et financière, à la rationalisation des systèmes d'information et procédures, à la mesure de la performance de l'activité et joue un rôle de pédagogie auprès des acteurs de l'entreprise.

ACTIVITÉS VISÉES

Les principales activités du contrôleur de gestion sont de :

- Réaliser et coordonner une procédure budgétaire
- Mesurer et analyser les coûts et les résultats liés à l'activité de l'entreprise
- Mettre en place et gérer les procédures et outils d'aide à la prise de décision
- Développer une démarche d'amélioration continue de la performance de l'activité
- Adapter le système d'information au processus d'intelligence économique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le contrôleur de gestion est capable de :

- Contribuer à l'élaboration de plans prévisionnels d'activité à court et moyen termes
- Participer à la définition des objectifs opérationnels et à leur traduction en termes de budget
- Construire, mettre en œuvre, suivre et la réviser la procédure budgétaire
- Élaborer des synthèses budgétaires
- Réaliser des études de coûts et de rentabilité d'une activité
- Réaliser le diagnostic de la santé financière de l'entreprise
- Contrôler les investissements et le retour sur investissement
- Collecter des informations fiables et les mettre à disposition en temps voulu
- Choisir des indicateurs de gestion permettant une bonne analyse de l'activité
- Produire des tableaux de bord et de synthèses chiffrées, commentées
- Remonter des informations et leur analyse vers la direction générale (reporting)
- Contribuer à la définition de plans d'actions correctives et leur suivi
- Réaliser une veille métier et technologique
- Organiser et le suivre le contrôle interne et l'audit interne
- Accompagner des responsables opérationnels en termes d'objectifs, de management et de formation
- Mettre en œuvre des indicateurs financiers et non financiers nécessaires au pilotage de l'activité
- Contribuer aux programmes d'amélioration continue
- Automatiser des procédures en utilisant les innovations technologiques
- Adapter le système d'information aux besoins applicatifs et réglementaires de l'entreprise
- Apporter une contribution « métier » aux projets d'évolution du SI
- Définir des indicateurs de mesure de la performance du système d'information
- Accompagner les utilisateurs par la formation et la conduite du changement

Blocs de compétences

RNCP34310BC01 — Réaliser et coordonner une procédure budgétaire

LISTE DE COMPÉTENCES

- Établir un schéma directeur des budgets ;
- Déterminer les données prévisionnelles en termes d'activité et de moyens pour atteindre les objectifs ;
- Élaborer les différents budgets en tenant compte du découpage fonctionnel de l'organisation ;
- Concevoir et mettre en place une procédure de révisions des budgets pour ajuster les prévisions d'activités ;
- Établir les documents de synthèse prévisionnels ;
- Argumenter et convaincre pour défendre le budget ;
- Utiliser et améliorer les techniques de prévision pour anticiper la fiabilité des prévisions ;
- Animer, accompagner et conduire le changement pour les équipes impliquées dans la démarche budgétaire.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas d'entreprise sous la forme d'une évaluation écrite, portant sur la mise œuvre d'une démarche budgétaire intégrant

l'élaboration de plans prévisionnels d'activité, le budget de trésorerie, la définition d'objectifs opérationnels et le contrôle budgétaire. L'évaluation est réalisée en centre, d'une durée maximale de 4 heures, par un enseignant professionnel.

RNCP34310BC02 — Mesurer et analyser les coûts et les résultats liés à l'activité de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

- Calculer les différents coûts d'un produit/ service ou d'un centre de responsabilité selon différentes méthodes ;
- Analyser le chiffre d'affaires afin de définir le seuil d'activité minimum permettant de dégager une rentabilité pour l'entreprise ;
- Déterminer les taux de marge réels par produit ou service permettant de dégager la rentabilité d'un produit / service et de réaliser des prévisions ;
- Déterminer le coût prévisionnel d'un produit/ service ou d'un centre de responsabilité ;
- Analyser les écarts entre prévisions et réalisations permettant de dégager les écarts sur coût, sur activité et sur rendement ;
- Exploiter les techniques quantitatives de gestion (calculs matriciels, probabilités, hypothèses) ;
- Construire et exploiter les informations tirées des comptes annuels ;
- Maîtriser les outils d'analyse financière ;
- Réaliser un diagnostic financier de l'entreprise ;
- Participer au choix des investissements en termes de financement et de retour sur investissement.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas d'entreprise sous la forme d'une évaluation écrite, visant à réaliser une étude des coûts et de la rentabilité d'une activité et un diagnostic financier. Cette évaluation est réalisée en centre, d'une durée maximale de 4 heures, par un enseignant professionnel.

RNCP34310BC03 — Mettre en place et gérer les procédures et outils d'aide à la prise de décision

LISTE DE COMPÉTENCES

- Concevoir des outils de pilotage de l'activité : tableaux de bord, indicateurs de gestion, procédures de suivi de l'activité, reporting ;
- Garantir la fiabilité des flux d'informations financières en mettant en place et en améliorant les procédures de gestion ;
- Proposer aux décideurs (responsables opérationnels et direction) des pistes d'amélioration ou des alternatives pour atteindre les objectifs définis ;
- Travailler en mode projet avec les opérationnels pour mettre en place les procédures et outils de gestion : éléments d'opportunité, cadrage, du projet, mesure des risques, planification, reporting et suivi ;
- Appréhender les enjeux de l'intelligence économique de l'entreprise ;
- Exploiter les applications Big Data pour maîtriser le processus de traitement des données et dégager des valeurs prédictives ;
- Maîtriser le cycle de veille en mettant en place différents types de veille, en choisissant les axes et cibles à surveiller, en organisant l'information depuis la collecte jusqu'à la diffusion, en utilisant les différents outils au service de la veille ;
- Communiquer efficacement pour des présentations simples et compréhensibles, des analyses structurées, des visuels clairs et percutants.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas d'entreprise sous la forme d'une évaluation écrite, portant sur la construction et l'exploitation des résultats de tableaux de bord et l'élaboration et la présentation d'un reporting de gestion efficace. Cette évaluation est réalisée en centre, d'une durée maximale de 4 heures, par un enseignant professionnel.

RNCP34310BC04 — Développer une démarche d'amélioration continue de la performance de l'activité

LISTE DE COMPÉTENCES

- Élaborer et conduire un audit interne permettant d'identifier les risques ;
- Formaliser des recommandations pour contourner les risques identifiés et conduire à la création de valeur ;
- Diagnostiquer l'environnement économique de l'entreprise ;
- Définir et analyser les indicateurs clés de performance de l'activité permettant de dégager des leviers d'actions ;
- Sélectionner et exploiter les outils d'amélioration continue de la performance en utilisant une variété de méthodes ;
- Réaliser une cartographie des processus ;
- Proposer des innovations permettant d'optimiser les pratiques actuelles ;
- Mesurer l'impact financier des décisions RH et adapter les outils à la sphère RH.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Réalisation d'un projet d'audit à partir d'une situation professionnelle réelle ou fictive d'amélioration continue de la performance. Il s'agit d'une évaluation portant sur un dossier écrit et une présentation orale, réalisée en centre, d'une durée maximale de 2 heures, et effectuée par un jury constitué de professionnels et d'enseignants.

RNCP34310BC05 — Adapter le système d'information au processus d'intelligence économique

LISTE DE COMPÉTENCES

- Formaliser le processus de recueil, de traitement et de transmission de l'information de gestion et financière ;
- Contrôler l'efficacité du système d'information de gestion ;
- Sélectionner et organiser la mise en place d'un nouvel outil logiciel ou numérique ;
- Identifier l'impact d'une évolution technologique sur le métier
- Identifier les évolutions digitales impactant le fonctionnement de l'entreprise ;
- Sensibiliser les opérationnels aux évolutions technologiques et les accompagner dans la mise en œuvre des nouveaux outils (IA, IoT, Blockchain...) ;
- Mettre en place un dispositif de veille pour anticiper les évolutions technologiques ;
- Maîtriser la conception et la structure d'une base de données relationnelles ;
- Mettre à jour et organiser les données pour faciliter l'analyse
- Connaître les enjeux du traitement des données personnelles et professionnelles (RGPD) ;
- Connaître les risques liés à la sécurité de l'information (cybersécurité).

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas d'entreprise sous la forme d'une évaluation écrite, portant sur le contrôle de l'efficacité d'un système d'information de gestion et la protection de l'information et la sécurisation du poste de travail. Cette évaluation est réalisée en centre, d'une durée maximale de 4 heures, par un enseignant professionnel.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le contrôleur de gestion travaille principalement en entreprise. Tous les secteurs d'activité sont concernés, le secteur industriel étant le plus gros pourvoyeur d'emplois, juste avant le secteur des services.

Dans les ETI et grandes entreprises, les contrôleurs de gestion peuvent être spécialisés (industriel, commercial, budgétaire, social). Ils sont alors rattachés à la direction administrative et financière.

Dans les TPE et les PME, le contrôleur de gestion est amené à être plus polyvalent et autonome, pouvant l'amener à assurer en même temps d'autres fonctions (comptabilité, trésorerie, credit management, risk management, fiscalité...).

D'autres voies alternatives sont également envisageables pour les titulaires de la certification : celles de la fonction publique et du secteur des organisations associatives dans lesquelles la fonction se renforce.

Le contrôleur de gestion peut également exercer son activité dans un cabinet de conseils (en tant que consultant) ou d'expertise comptable.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Selon la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, il y a différentes désignations du métier :

- Contrôleur de gestion ;
- Contrôleur de gestion budgétaire ou Contrôleur budgétaire ;
- Contrôleur de gestion financière Contrôleur financier ;
- Responsable du contrôle de gestion ;
- Analyste de gestion ;
- Contrôleur de gestion industrielle ;
- Contrôleur de gestion commerciale ;
- Contrôleur de gestion junior ;

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 465 €
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	49 701
Jugés difficiles à recruter	32 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

- Diplôme de niveau 5 minimum dans les domaines de la comptabilité, de la gestion des organisations, de la gestion financière, de l'économie, de l'informatique de gestion, de la banque-assurance.
- Exceptionnellement, et après avis d'une commission réunissant la direction pédagogique d'ITESCIA et le responsable en charge du recrutement des candidats : un diplôme de niveau 4 avec une expérience professionnelle significative (minimum 1 an) dans le champ de la certification.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le jury est composé au minimum de 4 personnes, parmi lesquelles :

- Au minimum 2 professionnels dont 1 représentant des salariés de la profession et 1 représentant des employeurs de la profession. Le président du jury est choisi parmi eux.
- 1 rapporteur (le responsable pédagogique de la promotion)
- le responsable de la certification professionnelle (ou son représentant).

Pourcentage de membres extérieurs à l'autorité délivrant la certification dont professionnels qualifiés : 50%

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le jury est composé au minimum de 4 personnes, parmi lesquelles :

- Au minimum 2 professionnels dont 1 représentant des salariés de la profession et 1 représentant des employeurs de la profession. Le président du jury est choisi parmi eux.
- 1 rapporteur (le responsable pédagogique de la promotion)
- le responsable de la certification professionnelle (ou son représentant).

Pourcentage de membres extérieurs à l'autorité délivrant la certification dont professionnels qualifiés : 50%

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 354 €
Selon la branche	6 000 € – 7 499 €
Prise en charge	Branches concernées
7 354 €	Valeur par défaut · 184 branches
7 499 €	CPNE Banque, CPNE Branche ITV, CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes, CPNE des Télécoms, CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 425 €	CPNE Travail Temporaire, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNEF de la Branche des organismes de formation, CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes, CPNEFP de la branche des prestataires de services du secteur tertiaire
7 482 €	CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles, CPNEFP ICGV entreprises de la viande, CPNEFP Transformation Laitière, CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés, CPNIEFP dans la coopération agricole
7 497 €	CPNE Personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, CPNE Transport aérien : personnel au sol
7 000 €	CPNE Branche Caoutchouc, CPNE chimie
6 000 €	CNPE de la Plasturgie et des Composites, CPNEFP de la métallurgie
7 475 €	CPNEFP des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager
7 396 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
7 052 €	CPNEFP de la Mutualité Sociale Agricole
6 500 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire

Base légale

Date de décision	18/11/2019
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	18/11/2022

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2017	111	2	98 %	70 %
2016	80	6	92 %	79 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP31927

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP37650

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/34310/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	5
Montant total engagé	20 125 €
Coût moyen par dossier	4 025 €
Durée moyenne	574 h
Période	03/2021 – 09/2021
France compétences	69 %
Régions	22 %
France Travail	9 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.